

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

## T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 à 12 pages..... 200 F</li> <li>• 16 à 28 pages ..... 600 F</li> <li>• 32 à 44 pages ..... 1000 F</li> <li>• 48 à 60 pages ..... 1500 F</li> <li>• Plus de 60 pages ..... 2 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TOGO..... 20 000 F</li> <li>• AFRIQUE..... 28 000 F</li> <li>• HORS AFRIQUE ..... 40 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Récipissé de déclaration d'associations .. 10 000 F</li> <li>• Avis de perte de titre foncier (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> insertions) ..... 10 000 F</li> <li>• Avis d'immatriculation ..... 10 000 F</li> <li>• Certification du JO ..... 500 F</li> </ul>

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
TOGOLAISE.

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2008

16 avril - Décret n°2008- 043/PR abrogeant le décret n° 2005 - 051/PR du 26 mai 2005 portant modification du décret n° 96-168/PR du 30 décembre 1996 accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de calcaire à Tabligbo, préfecture de Yoto, à la société West African Cement SARL.....1

16 avril - Décret n° 2008-044/PR portant création, organisation et fonctionnement de la commission nationale du HADJ.....2

30 avril - Décret n° 2008-045/PR portant nomination du secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers.....3

30 avril - Décret n° 2008-046 PR portant nomination.....4

07 mai - Décret n° 2008-047/PR modifiant le décret n° 2007-072/PR du 06 juin 2007 portant nomination des membres du conseil national du dialogue social.....4

07 mai - Décret n°2008-048/PR portant création, organisation et fonctionnement du conseil national de la jeunesse du Togo.....6

07 mai - Décret n° 2008-049/PR portant nomination du directeur de l'Economie.....8

### ARRETES ET DECISIONS

Présidence de la République

2008

Arrêtés portant nominations.....9

.....Partie non officielle

Avis Communications et Annonces

Annnonce Légale.....9

### PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
TOGOLAISE.

## LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

## ARRETES ET DECISIONS

## DECRETS

DECRET N° 2008 – 043/ PR du 16 Avril 2008

abrogeant le décret n° 2005-051/PR du 26 mai 2005 portant modification du décret n° 96-168 / PR du 30 décembre 1996 accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de calcaire à Tabligbo, préfecture de Yoto, à la société West Africain Cement SARL

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2003-012 du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 96-168/PR du 30 décembre 1996 accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de calcaire à Tabligbo, préfecture de Yoto, à la société West Africain Cement SARL ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

**Article premier :** Est abrogé le décret n° 2005-051/PR du 26 mai 2005 portant modification du décret n° 96-168/PR du 30 décembre 1996 susvisé.

**Art. 2 :** Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 16 Avril 2008

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre des Mines,  
de l'Energie et de l'Eau

Dammipi NOUPOKOU

DECRET N° 2008 – 044/PR du 16 Avril 2008  
portant création, organisation et fonctionnement  
de la commission nationale du HADJ

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2005-071/PR du 10 août 2005, portant attributions et organisation du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> : CREATION - MISSION

**Article premier :** Il est créé une Commission nationale du Hadj, ci-après désignée la « Commission ».

**Art. 2 :** La Commission a pour mission de coordonner et de superviser l'organisation et le déroulement du pèlerinage des Togolais aux lieux saints de l'Islam.

A ce titre, la Commission :

- définit les stratégies et modalités d'une organisation harmonieuse du Hadj ;
- veille à la sensibilisation, à l'information et à l'encadrement des pèlerins au niveau national ;
- accorde des agréments aux agences de voyage en qualité de collecteurs -guide du Hadj ;

- émet un avis ou fait des propositions sur toutes les questions relatives à l'organisation et au déroulement du Hadj.

## CHAPITRE II : ORGANISATION – FONCTIONNEMENT

**Art. 3 :** La Commission est composée comme suit :

- le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, président ;

- le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale ou son représentant, 1<sup>er</sup> vice-président ;

- le ministre de la Sécurité et de la Protection civile ou son représentant,

2<sup>e</sup> vice-président ;

- un représentant du ministère de la Santé, membre ;

- un représentant du ministère chargé des Finances, membre ;

- un représentant du ministère chargé du Tourisme et des Loisirs, membre ;

- le directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile, représentant le ministre des Transports, membre ;

- le chef de la division du culte du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, membre ;

- un cadre de la direction générale de la Documentation nationale, membre ;

- trois représentants de l'Union musulmane du Togo, membres ;

- le consul général du Togo en Arabie Saoudite, membre.

**Art. 4 :** Les membres de la commission, autres que les ministres intéressés sont nommés par arrêté du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales.

**Art. 5 :** La Commission se réunit sur convocation de son président. Le président peut inviter, à titre consultatif, toute personne dont la compétence est jugée nécessaire aux travaux de la Commission.

**Art. 6 :** Le Consulat général du Togo en Arabie Saoudite assure, par délégation, la coordination extérieure de la Commission.

Sous la supervision de la Commission, il veille, en liaison avec les autorités saoudiennes, à la préparation adéquate du pèlerinage ainsi qu'à la prise des dispositions pratiques d'encadrement et d'hébergement des pèlerins togolais aux lieux du pèlerinage.

## CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

**Art. 7 :** Les fonctions de membre de la Commission sont gratuites.

**Art. 8 :** Les dépenses de fonctionnement de la Commission sont couvertes par les subventions de l'Etat et les redevances versées par les agences de voyage.

**Art. 9 :** Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales est chargé de l'exécution du présent décret qui, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 16 Avril, 2008

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Komlan MALLY**

Le ministre d'Etat, ministre de  
l'Administration territoriale, de la  
Décentralisation et des  
Collectivités locales

**Pascal A. BODJONA**

**DECRET N° 2008 - 045 / PR du 30 Avril 2008**  
**portant nomination du secrétaire permanent pour le suivi**  
**des politiques de réformes et des programmes financiers**

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-031/PR du 15 février 2008 portant création et attributions d'un Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des programmes Financiers (SP-PRPF) ;

Le conseil des ministres entendu ;

### DECRETE :

**Article premier :** Mr. AHARH-KPESSOU Mongo, Administrateur civil en chef, est nommé Secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers.

**Art. 2 :** Secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers a rang de secrétaire d'Etat.

**Art. 3 :** Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 30 avril 2008

Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Komlan MALLY**

Le ministre l'Economie  
et des Finances

**Adjï Othèth AYASSOR**

**DECRET N° 2008 - 046 / PR du 30 Avril 2008**  
portant nomination

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-024/PR du 15 février 2008 portant création d'une délégation à l'organisation du secteur informel ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**Article premier :** Madame Lydia ADANLETE-SANT'ANNA est nommée directrice générale de la délégation à l'organisation du secteur informel.

**Art. 2 :** Le Premier ministre et le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise

Fait à Lomé, le 30 avril 2008

Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Komlan MALLY**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie,  
de l'Artisanat et des Petites  
et Moyennes Entreprises

**Yandja YENTCHABRE**

**DECRET N° 2008 – 047/PR du 07 Mai 2008**

modifiant le décret n° 2007-072/PR du 06 juin 2007 portant nomination des membres du conseil national du dialogue social.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Sur le rapport du ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

- Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

- Vu la loi n° 2006-010 du 13 décembre 2006 portant code du travail ;

- Vu l'ordonnance n° 1 du 04 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

- Vu le décret n° 2007-012/PR du 13 mars 2007 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil national du dialogue social ;

- Vu le décret n°- 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

- Vu le décret n° 2007-0132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**Article premier :** Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2007-072/PR du 06 juin 2007 portant nomination des membres du conseil national du dialogue social sont modifiées comme suit :

**- Président :**

Kondé SANGBANA, ancien directeur général du Travail, fonctionnaire du Bureau International du Travail (BIT) à la retraite ;

**- 1<sup>er</sup> Vice-président :**

Adjï Othèth AYASSOR, ministre de l'Economie et des Finances ;

**- 2<sup>e</sup> Vice-président :**

Albert Kossivi NAKU, président du conseil national du patronat ;

**3<sup>e</sup> Vice-président :**

Mathias HLOMADOR, secrétaire général adjoint de l'union générale des syndicats libres ;

**- Coordinateur général :**

Octave Nicoué Kuété BROOCHM, ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

**- Membres**

. Kondi Charles AGBA, ministre d'Etat, ministre de la Santé ;

. Katari FOLI-BAZI, ministre de la Fonction publique, de la Réforme administrative et des Relations avec les Institutions de la République ;

. Yandja YENTCHABRE, ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;

. Yves Madow NAGOU, ministre des Enseignements primaire et secondaire, de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Alphabétisation ;

. Kossi Messan EWOVOR, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;

. Célestine Akouavi AIDAM, ministre des Droits de l'Homme et de la Consolidation de la Démocratie ;

. Mémounatou IBRAHIMA, ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes âgées ;

. Biossey Kokou TOZOUN, garde des Sceaux, ministre de la Justice ;

. Laurent TAKASSI, directeur de société, 2<sup>e</sup> vice-président du conseil national du patronat ;

. Claude Daté GBIKPI, directeur de société, secrétaire général du conseil national du patronat ;

. Colman Edmond AMOUSSOU, directeur de société, président de la commission des affaires sociales au conseil national du patronat ;

. Séwa James LASSEY, directeur de société, conseiller spécial du président du conseil national du patronat ;

. Jean WOZUFIA, directeur de société, président du groupement national des entrepreneurs des bâtiments et travaux publics ;

. Georges ORSONI, directeur de société ;

. Francis AGBAGLI, directeur de société ;

. Martial GOEH-AKUE, secrétaire permanent de l'association professionnelle des banques ;

. Sylvia AQUEREBURU, notaire, membre de l'association des femmes chefs d'entreprise du Togo ;

. Akouété Yaovi Adrien BELIKI, secrétaire général de la confédération syndicale des travailleurs du Togo ;

. Yves Agui PALANGA, secrétaire général de la confédération nationale des travailleurs du Togo ;

. Norbert Tétévi GBIKPI-BENISSAN, secrétaire général de l'union nationale des syndicats indépendants du Togo ;

. Ephrem Mokli A. TSIKPLONOU, secrétaire général de la confédération générale des cadres du Togo ;

. Agbenyigan AGLAMEY-PAP, secrétaire général du groupe des syndicats autonomes ;

. Koffi Adjé GUEZO, secrétaire général adjoint du groupe des syndicats autonomes ;

. Essofa KPANTE, secrétaire général adjoint de la confédération générale des cadres du Togo ;

. Nadou LAWSON, trésorière générale adjointe de la confédération nationale des travailleurs du Togo ;

. Claire Ameyo QUENUM, commissaire à la communication et à l'information au bureau exécutif de l'union nationale des syndicats indépendants du Togo ;

. Essi EKPETSOU-MELEDJI, secrétaire générale adjointe chargée du genre à la confédération syndicale des travailleurs du Togo.

**Art. 2 :** Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 07 mai 2008

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Komlan MALLY**

Le ministre du Travail et de  
la Sécurité sociale

**Octave Nicoué K. BROOCHM**

**DECRET N° 2008 – 048 / PR du 7 mai 2008  
portant création, organisation et fonctionnement  
du Conseil National de la Jeunesse du Togo**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Sur le rapport du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs,
- Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
- Vu le décret n° 2007-131 /PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;
- Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**CHAPITRE I<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier :** Il est créé sous la tutelle du ministère en charge de la Jeunesse, une institution dénommée le Conseil National de la Jeunesse du TOGO (CNJ-TOGO).

**Art. 2 :** Le conseil national de la jeunesse est une institution apolitique, autonome et démocratique, servant de cadre de concertation pour les jeunes en vue d'assurer leur pleine et effective participation au processus de développement du Togo.

Il regroupe toutes les organisations de jeunes sur l'ensemble du territoire national.

**Art. 3 :** Le conseil national de la jeunesse est un organe consultatif auprès du gouvernement sur toutes les questions touchant à la jeunesse.

**CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET  
FONCTIONNEMENT**

**Art. 4 :** Le conseil national de la jeunesse est chargé de :

- servir de relais entre les organisations de jeunes et les autorités compétentes pour toutes les questions ayant trait à la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse ;
- émettre des avis sur toutes les questions de jeunesse et de développement dont il est saisi ;
- à la demande des autorités et institutions nationales et/ou internationales, donner des avis et recommandations sur l'orientation et le fonctionnement des organisations de jeunes régulièrement constituées dont il assure le contrôle des activités ;

- assurer le suivi/évaluation de l'exécution des projets et programmes gérés par les organisations relevant de son contrôle ;

- œuvrer à l'implication effective des jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des politiques et programmes de développement en faveur de la jeunesse ;

- mettre à la disposition des organisations de jeunes des services d'assistance et de conseils nécessaires à la réalisation de leurs objectifs ;

- promouvoir la coopération internationale par le développement et le renforcement des relations avec les organisations de jeunes sur le continent et dans le monde ;

- promouvoir des actions visant au renforcement des capacités des jeunes dans tous les domaines de la vie citoyenne, culturelle, économique et sociale.

**Art. 5 :** Le conseil national de la jeunesse dispose de démembrements dans toutes les régions et préfectures du pays. Lomé - Commune est considérée comme une région et les arrondissements comme des préfectures.

Les démembrements sont :

- au niveau de chaque région et de la commune de Lomé : le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) ;

- au niveau de chaque préfecture : le Conseil Préfectoral de la Jeunesse (CPJ) ;

- au niveau de chaque arrondissement de Lomé : le Conseil d'Arrondissement de la Jeunesse (CAJ).

**Art. 6 :**

- le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) regroupe tous les conseils préfectoraux de la jeunesse de la région ; il est dirigé par un bureau élu au sein du comité régional. Le comité régional regroupe les membres des bureaux préfectoraux de la région ;

- le conseil préfectoral de la jeunesse regroupe toutes les organisations de jeunes de la préfecture ; il est dirigé par un bureau exécutif élu au sein du comité préfectoral. Le comité préfectoral est composé des délégués élus par les organisations de jeunes de la préfecture ;

- le conseil d'arrondissement regroupe toutes les organisations de jeunes de l'arrondissement ; il est dirigé par un bureau élu au sein du comité d'arrondissement. Le comité d'arrondissement est composé des délégués élus par les organisations des jeunes de l'arrondissement.

**Art. 7 :** Les organes du conseil national de la jeunesse sont :

**\* au niveau national :**

1. le congrès national ;
2. le comité national ;
3. le bureau exécutif national.

**\* au niveau régional :**

1. le comité régional ;
2. le bureau exécutif régional.

**\* au niveau préfectoral :**

1. le comité préfectoral ;
2. le bureau exécutif préfectoral.

**\* au niveau de Lomé Commune :**

1. le comité régional de Lomé – Commune ;
2. le bureau exécutif régional de Lomé Commune.

**\* au niveau des arrondissements :**

1. le comité d'arrondissement ;
2. le bureau exécutif d'arrondissement.

**Art. 8 :** Le congrès national est l'instance suprême du CNJ. Il regroupe les membres du comité national.

**Art. 9 :** Le comité national est composé de cinquante trois (53) membres dont :

- les dix sept (17) membres du bureau exécutif national ;
- six (6) délégués des arrondissements de Lomé dont deux (2) pour le 5<sup>e</sup> arrondissement ;
- trente (30) pour les préfectures à raison d'un délégué par préfecture.

**Art. 10 :** Le bureau exécutif est chargé d'organiser et de coordonner l'ensemble des activités du CNJ et de mettre en œuvre les décisions du comité national.

**Art. 11 :** Les représentants du conseil national de la jeunesse du Togo dans les institutions nationales, les structures et manifestations internationales de la jeunesse sont désignés par le ministre chargé de la Jeunesse sur proposition du bureau exécutif du CNJ - Togo.

### CHAPITRE III : GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU CNJ - TOGO

**Art. 12 :** Le gouvernement met à la disposition du CNJ - Togo un bâtiment pour abriter son siège.

**Art. 13 :** Le secrétariat administratif permanent est dirigé par un secrétaire administratif nommé et mis à la disposition du CNJ par le ministre chargé de la Jeunesse.

**Art. 14 :** Les ressources du CNJ sont constituées par :

- les subventions de l'Etat ;
- les subventions provenant des partenaires au développement ;
- les dons, legs et autres contributions.

**Art. 15 :** Les charges du CNJ sont constituées par toutes les dépenses afférentes à son fonctionnement.

**Art. 16 :** Le gouvernement met à la disposition du CNJ - Togo un comptable public qui assiste le trésorier général du CNJ à l'occasion de l'élaboration du projet de budget et du rapport financier.

Le comptable public vérifie la régularité des dépenses.

**Art. 17 :** Les comptes et la gestion du CNJ sont soumis à un audit comptable diligenté tous les ans par le ministère des Finances.

### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

**Art. 18 :** Il est créé un comité consultatif et de suivi du CNJ - Togo, composé comme suit :

- un représentant du Premier ministre ;
- un représentant du ministre chargé de la Jeunesse ;
- un représentant du ministre en charge des Finances.

**Art. 19 :** Le comité consultatif et de suivi est chargé d'appuyer le CNJ par des conseils et de donner son avis sur toutes les initiatives prises par le CNJ. Il assiste le ministère de tutelle dans le suivi et l'évaluation des activités du CNJ.

**Art. 20 :** Le comité consultatif et de suivi peut faire appel à toute personne ressource dont les compétences sont jugées utiles pour l'accomplissement de sa mission.

**Art. 21 :** Les fonctions de membres de CNJ sont gratuites.

**Art. 22 :** Un arrêté du ministre chargé de la Jeunesse précisera en tant que de besoin les modalités d'application du présent décret.

**Art. 23 :** Le ministre chargé de la Jeunesse et le ministre chargé des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 07 mai 2008

Le Président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Komlan MALLY**

Le ministre de la Jeunesse,  
des Sports et des Loisirs  
**Antoine FOLLY**

Le ministre de l'Economie  
et des Finances

**Adjï Othèth AYASSOR**

**DECRET N° 2008 - 049/PR du 07 mai 2008**  
**portant nomination du directeur de l'Economie**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur proposition du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2007-131 / PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132 / PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu ;

**DECRETE :**

**Article premier :** Mme **Ahéba JOHNSON**, administrateur civil, est nommée directrice de l'Economie.

**Art. 2 :** Est abrogé le décret n° 97-011/PR du 29 janvier 1997 portant nomination du directeur de l'Economie.

**Art. 3 :** Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 07 mai 2008

Le Président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Komlan MALLY**

Le ministre l'Economie et des Finances  
**Adjï Othèth AYASSOR**

**ARRETES ET DECISIONS**

**Présidence de la République**

**Arrêté N° 08-002 / PR du 29 mai 2008**  
**Portant nomination de l'intendant des palais**  
**de la Présidence de la République**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Constitution de la 4<sup>e</sup> République togolaise ;  
Vu le décret n° 2005-052/PR du 06 juin 2005 portant organisation des services de la Présidence de la République ;

**ARRETE :**

**Article premier :** Le commandant **AKPAMOURA Koffi** est nommé intendant des palais de la Présidence de la République.

**Art. 2 :** Il assure les services de l'intendance des palais présidentiels et des résidences présidentielles à l'exception de celles de Pya.

**Art. 3 :** Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 mai 2008

Le Président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

**Arrêté N° 08 - 003 / PR du 29 mai 2008**  
**Portant nomination de l'intendant des résidences**  
**présidentielles de Pya**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Constitution de la 4<sup>e</sup> République togolaise ;  
Vu le décret n° 2005 - 052 / PR du 06 juin 2005 portant organisation des services de la Présidence de la République ;



**ARRETE:**

**Article premier :** Le capitaine **ADOKOUM-LEM Tchanassinka** est nommé intendant des résidences présidentielles de Pya.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 mai 2008

Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

.....Partie non officielle

Avis, communication et Annonces

---

**ANNONCE LEGALE**

Etude de Me Mathias Komlanvi LODONOU, Notaire à Lomé  
5, Rue de l'OCAM, 06 B.P. : 60810

**BEBETECH**

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 000 FCFA-  
Siège Social : 1385, Rue de l'Entente, 06 B.P. : 60695,  
Tél. : 222 02 34/ 904 00 36. RCCM : TOGO LOME 1998 B 0930.

**AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL**

Aux termes d'un acte reçu en dépôt le 08 Octobre 2004, la collectivité des associés de la société « BEBETECH » SARL réunie en assemblée générale extraordinaire a décidé sur proposition de sa gérance, d'augmenter de la somme de 50 000 000 FCFA le capital social qui est actuellement de 10 000 000 FCFA divisé en mille (1000) parts de 10 000 FCFA chacune, pour la porter à 60 000 000 FCFA par la création de cinq mille (5000) parts nouvelles de 10 000 FCFA chacune souscrites et libérées intégralement.

Ces cinq mille (5000) parts nouvelles sont créées avec jouissance à compter de ce jour et seront assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Deux expéditions de l'acte ont été déposées au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME sous le numéro RCCM TOGO LOME 2007 M 1780.

Pour insertion,  
Maître **Mathias LODONOU**